



Département des Ressources Numériques

MAINTENANCE ET ÉVOLUTION DE LA SOLUTION D’AFFICHAGE DYNAMIQUE (NAVORI QL) POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT DE COMMANDES INFORMATIQUES (NANTES MÉTROPOLE – VILLE DE NANTES)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure Adaptée Ouverte

(Article R2123-1 du code de la commande publique)

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

Table des matières

<u>ARTICLE 1 - Objet de la consultation.....</u>	<u>3</u>
1.1 - Objet de la consultation.....	3
1.2 - Mode de consultation.....	3
1.3 - Décomposition de la consultation.....	3
1.4 – Groupement d’entreprises.....	3
1.5 - Nomenclatures.....	4
<u>ARTICLE 2 - Conditions de la consultation.....</u>	<u>4</u>
2.1 - Durée – Délais d’exécution.....	4
2.2- Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives.....	4
2.3- Délai de validité des offres.....	4
<u>ARTICLE 3 - Contenu du dossier de consultation (DCE).....</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques.....</u>	<u>4</u>
4.1 - Contenu de la candidature électronique.....	5
4.2 - Contenu de l’offre électronique.....	6
<u>ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres.....</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 6 - Attribution de l’accord-cadre.....</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires.....</u>	<u>9</u>

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a trait à des prestations de **Maintenance et évolution de la solution d'affichage dynamique (Navori QL) pour le compte du groupement de commandes informatiques (Nantes Métropole – Ville de Nantes)**

Nantes Métropole a mis en place une solution d'affichage et de diffusion de contenus multimédia sur tous types d'écrans vidéo en s'appuyant sur la solution technique Navori QL.

Ce dispositif est installé sur 22 sites et pourra être étendu dans d'autres bâtiments de Nantes Métropole ou de la Ville de Nantes qui sont connectés au réseau informatique

Les prestations portent sur :

- La maintenance des équipements et licences en place ;
- L'installation et la maintenance de nouveaux équipements via la fourniture d'un système de diffusion de contenus multimédia sur des écrans dédiés, dit « système d'affichage dynamique » basée sur la solution Navori QL. Ce système de diffusion s'appuiera sur le réseau informatique existant de Nantes Métropole ;
- Des prestations associées telles que des visites sur sites suivies de la production d'un dossier technique ;
- De l'assistance technique supplémentaire, en cas de besoin.

Les prescriptions techniques et fonctionnelles sont détaillées au C.C.T.P.

La consultation est lancée au profit d'un groupement de commandes constitué autour de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole (ci-après désignée « l'acheteur »). En sa qualité de coordonnateur, Nantes Métropole est responsable du lancement de la présente consultation, de l'attribution de l'accord-cadre, de son suivi et engage juridiquement par ses décisions l'ensemble des membres du groupement. Chacun des membres du groupement sera par ailleurs chargé de la passation et de l'exécution de ses propres bons de commande.

Le marché se présente sous les traits d'un accord cadre mono-attributaire, donnant lieu à l'émission de bons de commandes, dénué de tout montant minimum, mais assorti d'un montant maximum arrêté, sur la durée globale du marché (4 ans) à **89 900 € HT** et selon la répartition suivante :

- Nantes Métropole/Ville de Nantes mutualisé : sans minimum ; maximum 74 900 € HT
- Ville de Nantes spécifique : sans minimum ; maximum 15 000 € HT

1.2 - Mode de consultation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par l'acheteur.

1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu. La nature homogène des prestations concernées justifie le recours à un marché global.

1.4 – Groupement d'entreprises

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclatures

Famille nomenclature achats interne	<ul style="list-style-type: none">• AUF01 (équipements d'appareils audio-vidéo professionnels)
Code CPV	<ul style="list-style-type: none">• 32321200-1 (Équipement audiovisuel)

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre est fixée au C.C.A.P.

2.2- Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

2.3- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cinq (5) mois** à compter de la date limite de remise des offres initiales ou finales en cas de négociation.

ARTICLE 3 - Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « dématérialisation » ;
- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes relatives, notamment, aux données de la collectivité et aux données personnelles ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) ;

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sont précisées dans le document Modalités pratiques des échanges électroniques annexé au présent règlement de la consultation.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années (cadre F1 du document DC2* à remplir si utilisation de ce document)
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public). <i>En réponse à ce point les candidats devront apporter les précisions suivantes : Nom client / Contact client (dont coordonnées mail) / Description du projet mené / Budget total du projet / budget des prestations du candidat (avec indication part conseil / part réalisations techniques) / Logiciel de GED mis en place / Date de mise en prod / Nombre d'utilisateurs concernés/ Volumes de documents concernés)</i>
Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (en annexe au DC2* si utilisation de ce document et tout document complémentaire)
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

**disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr*

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
L'Acte d'engagement (A.E.) , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
Les annexes du C.C.A.P. relatives aux données de la collectivité et aux données personnelles , dûment complétées
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) – Le Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) , dûment complétés (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) :
<div><p>Le candidat complétera obligatoirement les cadres du BPU.</p><ul style="list-style-type: none">- Le candidat prendra bien soin d'arrondir tous les prix au centime dans ses bordereaux et de contrôler les bons reports des prix de la DPU et du BPU vers le DQE, sans omettre les remises et rabais, dans les cas où ils sont applicables.- Les bordereaux des prix sont établis sur la base de tableurs et il appartient au candidat de vérifier les formules éventuellement intégrées sur chaque ligne, les formules des sous-totaux, les formules des totaux ou toute autre forme de calcul.- Si le candidat a des interrogations sur la méthodologie à utiliser pour renseigner correctement le DQE et le BPU, il adressera ses questions via le profil acheteur, dans les conditions définies à l'article 7 du présent document.</div>

Un **mémoire technique et méthodologique** détaillant l'offre du candidat et devant comprendre impérativement et a minima les éléments suivants :

- **les moyens humains et matériels :**

- La description des moyens en personnels affectés à la réalisation du marché et toutes pièces susceptibles de préciser le contenu de l'offre : il est demandé le curriculum-vitae de l'ensemble de l'équipe proposée. Le candidat doit mettre en place une « équipe » constituée d'intervenants capables de garantir, par les degrés de qualification et d'expérience présentés, la bonne tenue des tâches énumérées au CCTP.
- Le descriptif technique des matériels et logiciels proposés ;

- **l'organisation envisagée :**

La description des modalités de mises en œuvre et d'exécution :

- les délais de livraison des matériels et logiciels ;
- les modalités de mise en œuvre d'une solution d'affichage dynamique comprenant le planning détaillé (y compris le planning des évolutions éventuelles du logiciel) ;
- les conditions précises de garantie (notamment garanties constructeurs), de maintenance, d'assistance et de support technique (hotline), les moyens mis en œuvre pour gérer les évolutions du produit (club utilisateurs...), les modalités de suivi des anomalies (Hot line, Support technique...), le nombre de versions annuelles ;

- **une première version du Plan d'Assurance Sécurité (PAS)** (le candidat peut utiliser son propre modèle ou utiliser celui qui est joint au dossier de consultation ; dans le cas où le candidat utilisera son modèle, il produira une matrice de correspondance afin d'en faciliter l'analyse)

- **les actions menées en matière de numérique responsable :**

- démarche numérique responsable entreprise au sein de la société ;
- Maîtrise des impacts environnementaux attachés aux équipements numériques objets du marché

- **tout élément permettant de clarifier l'offre du candidat**

le candidat fournira **un ou plusieurs catalogues** de prix publics présentant l'ensemble des équipements couverts par la présente consultation et qui peuvent être fournis à l'acheteur.

- Le candidat certifie que la valeur de remise annoncée constitue un minimum. Elle s'applique sur le prix en vigueur à la date de chaque commande. En cas de tarifs promotionnels, le titulaire s'engage à pratiquer ces mêmes tarifs à l'acheteur s'il est constaté être inférieur au tarif résultant de l'application de la remise consentie.

- Le candidat s'engagera à communiquer un nouveau catalogue pour toute modification tarifaire au format électronique par courriel ou extranet.

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

Formats électroniques des fichiers du dossier de réponse

Les candidats devront utiliser les formats de fichiers compatibles avec les outils bureautiques de la personne publique.

Il est demandé expressément au candidat de retourner les tableaux financiers (BPU et DQE) dans leur format source et non dans un format image de type PDF par exemple.

Renvoi d'Information

Le candidat se doit de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'il pourrait déceler dans les pièces du présent dossier de consultation.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : **aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.**

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
Adéquation technique et fonctionnelle appréciée au regard du mémoire technique	55
• Qualité des équipements matériels et logiciels proposés	18
• Qualité et pertinence de la Méthodologie, du planning et des délais de livraison	17
• Administration et maintenance de la solution	20
Performance environnementale de l'offre appliquée aux modalités d'exécution du présent accord-cadre	15
• Engagement de la société pour un numérique plus responsable	5
• Maîtrise des impacts environnementaux attachés aux équipements numériques objets du marché	10
Prix des prestations apprécié au regard du DQE	30

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5. La qualité du dossier de réponse (précision, exhaustivité de la description de l'offre et des engagements du titulaire) sera prise en compte pour l'évaluation des critères ci-dessus.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente »

Négociation :

Dans un premier temps et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, **avec les 3 offres les mieux classées au vu de cette première analyse.**

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier. Cette phase de négociation pourrait débuter à compter de la dernière semaine de septembre 2024.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée.

Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

Plusieurs étapes de négociations pourront être envisagées. A l'issue de chaque étape, l'acheteur se réserve la possibilité de poursuivre les négociations qu'avec les meilleures offres.

ARTICLE 6 - Attribution de l'accord-cadre

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre.

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R. 2143-6 et R. 2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation et seulement à compter du 25/08/2025, sur l'URL suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Seules les demandes adressées au moins 6 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'acheteur.

Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt, veuillez envoyer un message à l'adresse contact : contact.marches@nantesmetropole.fr